

Rapport financier 2013

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Communauté métropolitaine de Montréal

Code géographique : CM663

Type d'organisme municipal : Communauté métropolitaine ou rurale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Carolle Belley, atteste la véracité du rapport financier

de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-03-31

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20 (3-5)
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Communauté métropolitaine de Montréal (La <<Communauté>>) qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous ses aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Communauté métropolitaine de Montréal au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de son exploitation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom du cabinet : Pricewaterhouse Coopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Nom de l'auditeur : CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A116819

DATE 2014-03-31

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013		Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1						
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3	66 193 350	66 193 350			66 193 350	66 193 350
Transferts	4	22 410 000	21 610 002			21 610 002	16 770 000
Services rendus	5		35 896			35 896	290 539
Imposition de droits	6						
Amendes et pénalités	7						
Intérêts	8	350 000	830 588			830 588	767 903
Autres revenus	9						
	10	88 953 350	88 669 836			88 669 836	84 021 792
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17						
	18	88 953 350	88 669 836			88 669 836	84 021 792
Charges							
Administration générale	19	6 779 116	4 208 435	35 406		4 243 841	4 000 062
Sécurité publique	20						
Transport	21	1 291 400	928 855	1 218		930 073	895 971
Hygiène du milieu	22	5 685 984	4 199 517	6 262		4 205 779	4 280 730
Santé et bien-être	23	45 232 084	39 736 883			39 736 883	32 405 337
Aménagement, urbanisme et développement	24	22 807 250	8 221 096	14 041		8 235 137	8 965 278
Loisirs et culture	25	25 500 000	25 500 000			25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	2 306 400	1 394 591			1 394 591	1 660 190
Amortissement des immobilisations	28	26 166	56 927	(56 927)			
	29	109 628 400	84 246 304			84 246 304	77 707 568
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(20 675 050)	4 423 532			4 423 532	6 314 224

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(20 675 050)	4 423 532	6 314 224
Moins: revenus d'investissement	2	() ()	() ()	() ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(20 675 050)	4 423 532	6 314 224
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	26 166	56 927	35 809
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	26 166	56 927	35 809
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	11 185 000		
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 628 000)	(2 628 000)	(2 518 000)
	18	8 557 000	(2 628 000)	(2 518 000)
Affectations				
Activités d'investissement	19	() ()	42 081 ()	102 258 ()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	8 891 884		
Excédent de fonctionnement affecté	21		8 891 884	7 900 133
Réserves financières et fonds réservés	22	3 200 000	(1 939 850)	796 530
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	12 091 884	6 909 953	8 594 405
	26	20 675 050	4 338 880	6 112 214
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		8 762 412	12 426 438

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2 ()	42 081)	(102 258)
Sécurité publique	3 ()))
Transport	4 ()))
Hygiène du milieu	5 ()))
Santé et bien-être	6 ()))
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()))
Loisirs et culture	8 ()))
Réseau d'électricité	9 ()))
	10 ()	42 081)	(102 258)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11 ()))
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12 ()))
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14		42 081	102 258
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15			
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			
	18		42 081	102 258
	19			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales				
	20			

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013		2012
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	5 322 900	4 911 661	4 217 180
Charges sociales	2	1 554 950	1 594 252	1 434 127
Biens et services	3	8 924 418	2 580 913	3 581 841
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	1 650 000	1 384 796	1 657 686
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	656 400	9 795	2 504
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10	85 261 000	68 974 864	25 500 000
Autres organismes	11	5 065 000	4 733 096	41 278 421
Amortissement des immobilisations	12	26 166	56 927	35 809
Autres				
- Réserve	13	1 167 566		
-	14			
-	15			
	16	109 628 400	84 246 304	77 707 568

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1			
Compensations tenant lieu de taxes	2			
Quotes-parts	3	66 193 350	66 193 350	66 193 350
Transferts	4	22 410 000	21 610 002	16 770 000
Services rendus	5		35 896	290 539
Imposition de droits	6			
Amendes et pénalités	7			
Intérêts	8	350 000	830 588	767 903
Autres revenus	9			
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	88 953 350	88 669 836	84 021 792
Charges				
Administration générale	12	6 796 756	4 243 841	4 000 062
Sécurité publique	13			
Transport	14	1 291 934	930 073	895 971
Hygiène du milieu	15	5 687 956	4 205 779	4 280 730
Santé et bien-être	16	45 232 084	39 736 883	32 405 337
Aménagement, urbanisme et développement	17	22 813 270	8 235 137	8 965 278
Loisirs et culture	18	25 500 000	25 500 000	25 500 000
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	2 306 400	1 394 591	1 660 190
	21	109 628 400	84 246 304	77 707 568
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(20 675 050)	4 423 532	6 314 224
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		12 312 918	5 998 694
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		12 312 918	5 998 694
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		16 736 450	12 312 918

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(20 675 050)	4 423 532	6 314 224
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 () (42 081) (102 258)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	26 166	56 927	35 809
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	26 166	14 846	(66 449)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
	12	(20 648 884)	4 438 378	6 247 775
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(20 648 884)	4 438 378	6 247 775
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		12 168 340	5 920 565
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		12 168 340	5 920 565
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		16 606 718	12 168 340

**ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements à long terme	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	75 054 378	85 784 337
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	13 362 904	61 580
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	88 417 282	85 845 917
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	35 212 896	34 362 512
Revenus reportés (note 12)	13		
Dette à long terme (note 13)	14	34 919 668	37 548 065
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	1 678 000	1 767 000
	16	71 810 564	73 677 577
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	16 606 718	12 168 340
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	129 732	144 578
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21		
	22	129 732	144 578
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	16 736 450	12 312 918
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	16 736 450	12 312 918
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	16 736 450	12 312 918

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 423 532	6 314 224
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	56 927	35 809
Autres			
-	3		
-	4		
	5	4 480 459	6 350 033
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(13 301 324)	15 121 336
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	850 384	1 250 253
Revenus reportés	9		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(89 000)	196 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	(8 059 481)	22 917 622
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(42 081)	(102 258)
Produit de cession	16		
	17	(42 081)	(102 258)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		
Remboursement de la dette à long terme	24	(2 628 000)	(2 518 000)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(397)	36 704
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(2 628 397)	(2 481 296)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(10 729 959)	20 334 068
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	85 784 337	65 450 269
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	75 054 378	85 784 337

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

1. Statut de l'organisme municipal

La Communauté métropolitaine de Montréal ("La Communauté") est un organisme de réglementation, planification, coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (L.R.Q., c. C-37, 01).

2. Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables de la Communauté sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

La Communauté ne contrôle aucun organisme et ne participe à aucun partenariat.

B) Comptabilité d'exercice

Les états financiers sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S.O.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

Ameublement ; 5 ans

Équipement informatique ; 3 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****E) Revenus de transfert**

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

Autres actifs non financiers

La Communauté possède des licences d'utilisation de données numérique dans le domaine de l'orthophotographie. Elles sont capitalisées au coût et amorties sur une période de 2 ou 4 ans, selon la durée des contrats.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs du régime à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé offerte aux retraités.

La **charge** est établie selon la comptabilité d'exercice de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, au titre de **frais de financement**, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un **actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs** est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la clôture de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, déduction faite des gains et pertes actuariels non amortis et déduction faite d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les **obligations au titre des prestations constituées** sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables établies par la Communauté en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la **valeur des actifs** et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2013 selon la méthode de la valeur du marché.

Les **gains et les pertes actuariels** sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le **coût des services passés** découlant d'une modification de régime est passé immédiatement en charges. Aucun coût des services passés n'a été constaté pour l'exercice.

Régimes de retraite à cotisations déterminées

S.O.

Montant à pourvoir dans le futur

La Communauté métropolitaine de Montréal n'a aucun montant à pourvoir dans le futur puisqu'il n'avait pas de déficit initial.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Utilisation d'estimations:

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés aux titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer des estimations.

Frais d'émission liés à la dette à long terme:

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. Le dette à long terme est présentée après déduction de ces frais à l'état de la situation financière.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	19 165
Organismes municipaux	8	33 027
Autres		22 994
- Gouvernement du Québec	9	13 300 000
- Assurances et Autres	10	43 739
	11	13 362 904
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		61 580
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	197 000	(113 000)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(1 875 000)	(1 654 000)
	27	<u>(1 678 000)</u>	<u>(1 767 000)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	677 000	655 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	263 000	212 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	53 246	86 928
	33	<u>993 246</u>	<u>953 928</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Emprunts temporaires			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	1 104 714	4 578 162
Salaires et avantages sociaux	38	482 411	168 506
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	33 625 771	29 615 844
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>35 212 896</u>	<u>34 362 512</u>

Note

12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52		

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,60	4,75	2014	2026	53	35 233 000	37 861 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	35 233 000	37 861 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(313 332)	(312 935)
					63	34 919 668	37 548 065

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>				<u>Total 2013</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2014	64	72	2 806 000	80	89	97	2 806 000
2015	65	73	2 915 000	81	90	98	2 915 000
2016	66	74	3 028 000	82	91	99	3 028 000
2017	67	75	3 143 000	83	92	100	3 143 000
2018	68	76	3 302 000	84	93	101	3 302 000
2019 et +	69	77	20 039 000	85	94	102	20 039 000
	70	78	35 233 000	86	95	103	35 233 000
Intérêts et frais accessoires			87	()		104	()
	71	79	35 233 000	88	96	105	35 233 000

Note

	2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
Municipalité	106	
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107	
Autres	108	
	109	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110		138		165		192	
Eaux usées	111		139		166		193	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112		140		167		194	
Autres	113		141		168		195	
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115		143		170		197	
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117		145		172		199	
Ameublement et équipement de bureau	118	1 465 019	146	42 081	173	200		1 507 100
Machinerie, outillage et équipement divers	119		147		174		201	
Terrains	120		148		175		202	
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>1 465 019</u>	150	<u>42 081</u>	177	204		<u>1 507 100</u>
Immobilisations en cours	123		151		178		205	
	124	<u>1 465 019</u>	152	<u>42 081</u>	179	206		<u>1 507 100</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125		153		180		207	
Eaux usées	126		154		181		208	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127		155		182		209	
Autres	128		156		183		210	
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130		158		185		212	
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132		160		187		214	
Ameublement et équipement de bureau	133	1 320 441	161	56 927	188	215		1 377 368
Machinerie, outillage et équipement divers	134		162		189		216	
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>1 320 441</u>	164	<u>56 927</u>	191	218		<u>1 377 368</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>144 578</u>				219		<u>129 732</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

Droits des licences d'orthophotos

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

La valeur capitalisée et amortie est de 3 301 404 \$ au 31 décembre 2013. La valeur nette au 31 décembre 2013 est nulle.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	230	
Immeubles industriels municipaux	231	
Autres	232	
	233	
<hr/>		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	234	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	236	
Frais reportés		
-	237	
-	238	
	239	
<hr/>		
Note		
<hr/>		
18. Obligations contractuelles		
Les engagements contractuels au 31 décembre 2013 se répartissent comme suit:		
a) Les montants exigibles, jusqu'au 31 juillet 2024, en vertu du bail pour locaux loués: (2014) 860 088\$; (2015) 860 088 \$; (2016) 860 088\$; (2017) 860 088\$; (2018) 860 088\$; (2019) 896 831\$; (2020 à 2024) 4 278 875\$.		
b) La Communauté a finalisé la première phase de son programme de mise en valeur des espaces bleus. Une deuxième phase a été mis en place et comporte, pour le premier volet, un engagement conjoint de la Communauté et du Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire de 1 500 000 \$ chacun. Le second volet de la deuxième phase comporte un engagement de 4 500 000 \$ de la part de la Communauté. Ce programme subventionne des projets municipaux de mise en valeur des espaces bleus. Certains projets approuvés ne sont pas encore complétés au 31 décembre 2013. Une troisième phase a été mise en place et comporte un engagement conjoint de la Communauté et du Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire de 1 500 000\$ chacun. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2013 est évalué à 2 945 493 \$.		
c) La Communauté a approuvé des projets d'acquisition de boisés à valeur écologique dans le cadre d'une convention des fonds verts. Au 31 décembre 2013, un montant cumulatif de 1 203 244 \$ a été déboursé relativement à ces projets et le solde potentiel exigible est évalué à 1 976 188 \$.		
d) Contrats pour des services de support informatique d'une durée de trois ans: (2014) 85 769\$; (2015) 60 775\$; (2016) 50 270\$.		
e) Contrat pour des services en vérification d'une durée de trois ans: (2014) 30 468\$		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

f) TRAME VERTE ET BLEUE

La Communauté et le gouvernement du Québec ont signé deux ententes pour le financement des projets contribuant à la mise en place de la Trame verte et bleue et pour le financement du projet d'aménagement d'un sentier cyclable et pédestre entre Oka et Mont-Saint-Hilaire dans le cadre du plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).

Pour le volet du sentier cyclable et pédestre, une somme de 2,114 M\$ représentant la part de la Communauté et celle du gouvernement est engagée contractuellement en regard de ce programme. Au 31 décembre 2013 il n'y a aucune somme de déboursée.

Pour le volet de la trame verte et bleue, une somme de 4,374 M\$ représentant les parts de la Communauté et du gouvernement est engagée contractuellement en regard de ce programme. Au 31 décembre 2013 il n'y a aucune somme de déboursée.

g) Aires TOD -2 (Transit-Oriented Development)

La Communauté a approprié pour le démarrage de ce programme, une somme de 1M\$ et au 31 décembre 2013 aucune somme n'a été déboursée et réservée.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

Instruments financiers:

a) Risque de crédit:

La Communauté n'est exposée à aucun risque important à l'égard d'un débiteur ou d'une quelconque contrepartie.

b) Juste valeur des instruments financiers:

La valeur comptable de l'encaisse, des placements temporaires, des débiteurs ainsi que des créditeurs et charges à payer se rapproche de leur juste valeur du fait que ces éléments ont des échéances relativement brèves.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

20. Redressement aux exercices antérieurs

À l'exception de l'affectation du logement social présenté en page S-46, il n'y a aucun redressement aux exercices antérieurs/reclassement.

21. Données budgétaires

Les données budgétaires présentées ont été approuvées par le conseil(CC12-030) le 12 novembre 2012.

22. Instruments financiers**Financement à long terme des activirés de fonctionnement :**

La Communauté a adopté le règlement 2005-31 autorisant un emprunt de 51 000 000 \$ relativement aux coûts du logement social. Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2005-31 le 2 août 2005.

La Communauté a adopté le règlement 2013-58 autorisant un emprunt de 33 725 000\$ relativement à des travaux en Transport et en Environnement(Trame verte et bleue et piste cyclable et pédestre). Le Ministre des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire a approuvé le règlement d'emprunt 2013-58 le 14 juin 2013.

23.**Logement social :**

Les disponibilités du fond de logement social pourront être affectées à des projets en cours de réalisations conformément aux obligations imposées à la Communauté en vertu des articles 152 à 153.1 de la loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 288 901	6 540 793
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 48 550 817	43 488 547
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 (35 103 268)	(37 716 422)
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 16 736 450	12 312 918

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affectation du surplus	8 8 479 750	8 891 884
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 8 479 750	8 891 884
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	18	
-	19	
-	20	
	21	
Réserves financières		
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28	
Fonds parcs et terrains de jeux	29	
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
- Fonds du logement social	34 23 328 021	22 563 327
- Fonds du dév. métropolitain	35 16 743 046	12 033 336
- (TRAME/TOD/F.Bleu-Vert)	36	
-	37	
	38 40 071 067	34 596 663
	39 48 550 817	43 488 547

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012	
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()	
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()	
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 () ()	()	
Régimes non capitalisés	43 () ()	()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()	
Autres	45 () ()	()	
Régimes non capitalisés	46 () ()	()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()	
Autres			
-	48 () ()	()	
-	49 () ()	()	
	50 () ()	()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 () ()	()	
	52 () ()	()	
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	53		
Investissements à financer	54 () ()	()	
	55		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	56	129 732	144 578
Propriétés destinées à la revente	57		
Prêts	58		
Placements à titre d'investissement	59		
Participations dans des entreprises municipales	60		
	61	129 732	144 578
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	62	34 919 668	37 548 065
Frais reportés liés à la dette à long terme	63	313 332	312 935
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 () ()		()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 () ()		()
	66	35 233 000	37 861 000
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67		
	68	35 233 000	37 861 000
	69	(35 103 268)	(37 716 422)

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des employés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Le régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 6.0% de leur salaire. La rente de retraite est égale à 2.0% du salaire final moyen pour chaque année de service crédité, moins la rente de raccordement. Une rente de raccordement est payable jusqu'à 65 ans et est égale à 25.0% du salaire final moyen, jusqu'à concurrence du maximum des gains admissibles au moment de la retraite, multiplié par le ratio du nombre d'années de service crédité jusqu'à concurrence de 35 années, sur 35. La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 2.0%. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0.25% par mois précédant l'atteinte de la règle de 90 points (âge et années de service) ou de l'âge de 65 ans, selon le premier événement. La dernière évaluation actuarielle complétée a été fait au 31 décembre 2012.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (113 000)	(97 000)
Charge de l'exercice	5 (677 000)	(655 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 987 000	639 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>197 000</u>	<u>(113 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 9 353 000	7 567 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (11 856 000)	(8 857 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (2 503 000)	(1 290 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 2 700 000	1 177 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 197 000	(113 000)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>197 000</u>	<u>(113 000)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 9 353 000	7 567 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (11 856 000)	(8 857 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (2 503 000)	(1 290 000)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 779 000	727 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 779 000	727 000
Cotisations salariales des employés	22 (243 000)	(227 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 536 000	500 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 80 000	81 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>616 000</u>	<u>581 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 523 000	452 000
Rendement espéré des actifs	34 (462 000)	(378 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 61 000	74 000
Charge de l'exercice	36 <u>677 000</u>	<u>655 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 859 000	393 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (462 000)	(378 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 397 000	15 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (2 000 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (303 000)	348 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,25 %	5,75 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 5,75 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 <u>1</u>	55 <u>1</u>	56 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Un régime complémentaire de retraite est offert aux retraités et à leurs personnes à charge. Ce régime comprend une protection pour l'assurance santé.

La protection d'assurance santé couvre les médicaments, les soins hospitaliers, les soins visuels, les soins paramédicaux et les soins dentaires. La couverture cesse au décès du participant retraité.

Les primes du programme d'assurance santé sont versées à 82.0% par l'employeur et à 18.0% par le participant retraité. Dans le cas de la couverture des médicaments, une surprime est payable par tout participant retraité de 65 ans ou plus. Le participant doit acquitter la surprime de la couverture pour le régime public d'assurance médicaments. Le régime complémentaire de retraite continue alors à rembourser la différence entre ce qui aurait été payable au retraité participant si ce dernier avait acquitté la surprime et le remboursement fourni par le régime public d'assurance médicaments.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

La Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) parraine également un régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées. Le régime supplémentaire de retraite à prestations déterminées est offert aux officiers de la Communauté et n'est pas contributif, toutefois, il contient une provision pour cotisations fictives. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des salaires en fin de carrière et les rentes accumulées sont indexées à chaque année.

Le régime supplémentaire est à prestations déterminées et les cotisations fictives des participants s'élèvent à 9.0% du salaire moins les cotisations versées au régime de retraite des employés de la Communauté (régime enregistré). La rente de retraite est égale à 2.0% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente viagère qui est l'équivalent actuariel des cotisations fictives, moins une rente viagère qui est la rente payable du Régime enregistré. De plus, la rente de raccordement est égale à 0.50% du salaire final indexé pour chaque année de service crédité, moins une rente de raccordement qui est l'équivalent actuariel de la rente payable du Régime enregistré.

La rente de retraite et la rente de raccordement sont ajustées annuellement selon une formule en fonction de l'indice des prix à la consommation. La rente de retraite et la rente de raccordement sont réduites pour cause de retraite anticipée de 0.5% par mois d'anticipation avant 55 ans et .25% par mois entre l'âge de 55 ans et l'atteinte de la règle du 80 points (âge et années de service) ou de l'âge de 60 ans, selon le premier événement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (1 654 000)	(1 474 000)
Charge de l'exercice	58 (263 000)	(212 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 42 000	32 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>1 875 000</u>)	(<u>1 654 000</u>)

Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation

Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (2 035 000)	(1 906 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>160 000</u>	<u>252 000</u>
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>1 875 000</u>)	(<u>1 654 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 205 000	176 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 205 000	176 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 205 000	176 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (17 000)	(28 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 188 000	148 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 75 000	64 000
Charge de l'exercice	77 <u>263 000</u>	<u>212 000</u>

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 109 000	(58 000)
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 17	17

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 4,50 %	3,75 %	3,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 3,75 %	3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 2,50 %	2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 5,00 %	5,00 %	5,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 3,25 %	3,25 %	3,25 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2022	2021	
Autres hypothèses économiques			
- Frais(en % des réclamations)	86 28	28	28
- Taxe de vente	87 9	9	9

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2013	2012
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2013	2012
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	30	37

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2013	2012
Cotisations des élus au RREM 95	15 800	25 795
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	53 246	86 928
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	53 246	86 928
	53 246	86 928

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Administration municipale

Dettes à long terme	1	35 233 000
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	
---------------------------------------	---	--

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	
-----------	---	--

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	35 233 000
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	35 233 000
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	35 233 000
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	35 233 000
---	----	------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	2 011 200	70 000
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78	3 300 000	3 300 000
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85	5 810 000	5 000
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	13 300 000	13 300 000
Réseau d'électricité	89		
	90	22 410 000	16 770 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

TRANSFERTS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS DE DROIT			
Regroupement municipal	130		
Péréquation	131		
Réorganisation municipale	132		
Neutralité	133		
Diversification des revenus	134		
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135		
Programme d'aide financière aux MRC	136		
Autres	137		
	138		
TOTAL DES TRANSFERTS	139	22 410 000	21 610 002
			16 770 000

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171	35 896	290 539
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175	35 896	290 539
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité	180		
	181	35 896	290 539

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182		
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195		
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	35 896	290 539
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197		
Droits de mutation immobilière	198		
Droits sur les carrières et sablières	199		
Autres	200		
	201		
AMENDES ET PÉNALITÉS	202		
INTÉRÊTS	203	350 000	830 588
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres	210		
	211		

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Budget 2013	Réalizations 2013		Total	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	1 265 600	870 697		870 697	959 355
Application de la loi	2					
Gestion financière et administrative	3	4 821 516	2 777 992		2 777 992	2 477 996
Greffe	4	692 000	559 746		559 746	538 570
Évaluation	5					
Gestion du personnel	6					
Autres	7			35 406	35 406	24 141
	8	6 779 116	4 208 435	35 406	4 243 841	4 000 062
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9					
Sécurité incendie	10					
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13					
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14					
Enlèvement de la neige	15					
Éclairage des rues	16					
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18					
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21	1 291 400	928 855	1 218	930 073	895 971
	22	1 291 400	928 855	1 218	930 073	895 971

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	<u>Budget 2013</u>		<u>Réalisations 2013</u>		<u>Réalisations 2012</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23				
Réseau de distribution de l'eau potable	24				
Traitement des eaux usées	25				
Réseaux d'égout	26				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27				
Élimination	28				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29				
Tri et conditionnement	30				
Matières organiques					
Collecte et transport	31				
Traitement	32				
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37				
Protection de l'environnement	38				
Autres	39	5 685 984	4 199 517	6 262	4 280 730
	40	5 685 984	4 199 517	6 262	4 280 730
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	41	45 232 084	39 736 883	39 736 883	32 405 337
Sécurité du revenu	42				
Autres	43				
	44	45 232 084	39 736 883	39 736 883	32 405 337
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 122 250	2 756 458	2 756 458	3 121 671
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48				
Tourisme	49				
Autres	50				
Autres	51	16 685 000	5 464 638	14 041	5 843 607
	52	22 807 250	8 221 096	14 041	8 965 278

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Budget 2013		Réalizations 2013		Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54					
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56					
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	25 500 000	25 500 000		25 500 000	25 500 000
	60	25 500 000	25 500 000		25 500 000	25 500 000
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66					
	67	25 500 000	25 500 000		25 500 000	25 500 000
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	1 650 000	1 384 796		1 384 796	1 657 686
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	656 400	9 795		9 795	2 504
	73	2 306 400	1 394 591		1 394 591	1 660 190
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	26 166	56 927	(56 927)		

Section II - Autres renseignements non audités

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	27
Acquisition d'immobilisations en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	27
Analyse de la dette à long terme	28
Quote-part à chaque municipalité membre de l'endettement total net à long terme	29
Sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement	30
Analyse des revenus de quotes-parts de fonctionnement	31
Excédent (déficit) accumulé par activités	32
Analyse de la rémunération	33
Analyse des revenus de transfert	33
Analyse du coût des services municipaux	34
Acquisition d'immobilisations par objets	35
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	36
Fonds de roulement - Capital autorisé	37
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	38
Questionnaire (MRC)	39
Membres du conseil et fonctionnaires	40
Autres renseignements sur l'organisme municipal	41
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	42

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Budget 2013	Réalizations 2013	Réalizations 2012
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14		
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18	42 081	102 258
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		
	22	42 081	102 258

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	42 081	102 258
	34	42 081	102 258

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	37 861 000		2 628 000	35 233 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	37 861 000		2 628 000	35 233 000
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	37 861 000		2 628 000	35 233 000
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	37 861 000		2 628 000	35 233 000
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	22				
Autres	23				
	24				
	25				
	26	37 861 000		2 628 000	35 233 000
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	37 861 000		2 628 000	35 233 000

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
66112	Baie-D'Urfé	98 391
66107	Beaconsfield	241 286
66058	Côte-Saint-Luc	309 111
66142	Dollard-Des Ormeaux	430 721
66087	Dorval	470 503
66062	Hampstead	125 262
66102	Kirkland	275 222
66092	L'Île-Dorval	877
66023	Montréal	16 225 542
66007	Montréal-Est	102 341
66047	Montréal-Ouest	65 453
66072	Mont-Royal	427 017
66097	Pointe-Claire	481 149
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	79 773
66127	Senneville	32 642
66032	Westmount	549 774
65005	Laval	3 450 815
58033	Boucherville	553 586
58007	Brossard	791 780
58227	Longueuil	1 715 477
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	322 531
58012	Saint-Lambert	241 211
73015	Blainville	469 822
73005	Boisbriand	236 070
73030	Bois-des-Filion	67 917
60005	Charlemagne	38 596
72010	Deux-Montagnes	102 808
60028	L'Assomption	135 941
73025	Lorraine	86 275
64015	Mascouche	322 673
74005	Mirabel	385 049
72032	Oka	41 488
72020	Pointe-Calumet	33 933
60013	Repentigny	611 546
73020	Rosemère	185 523
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	88 082
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	106 987
73010	Sainte-Thérèse	196 143
72005	Saint-Eustache	340 627
72025	Saint-Joseph-du-Lac	48 770
60020	Saint-Sulpice	23 231
64008	Terrebonne	819 325
70022	Beauharnois	75 210
57040	Beloeil	177 711
59030	Calixa-Lavallée	5 175
67020	Candiac	212 561

**QUOTE-PART À CHAQUE MUNICIPALITÉ MEMBRE
DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

Code géographique	Municipalité	Montant
57010	Carignan	82 357
57005	Chambly	206 233
67050	Châteauguay	311 282
59035	Contrecoeur	65 511
67025	Delson	64 489
71100	Hudson	70 723
71095	L'Île-Cadieux	4 659
71060	L'Île-Perrot	74 702
67015	La Prairie	198 700
67055	Léry	22 471
71050	Les Cèdres	49 686
57025	McMasterville	39 775
67045	Mercier	82 520
57035	Mont-Saint-Hilaire	183 462
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	88 834
57030	Otterburn Park	59 937
71070	Pincourt	102 087
71055	Pointe-des-Cascades	8 347
55057	Richelieu	40 709
59015	Saint-Amable	66 871
57020	Saint-Basile-le-Grand	125 719
67035	Saint-Constant	175 725
67030	Sainte-Catherine	114 233
59010	Sainte-Julie	244 961
67040	Saint-Isidore	21 073
57033	Saint-Jean-Baptiste	25 494
71105	Saint-Lazare	169 999
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	34 594
67005	Saint-Mathieu	14 364
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	34 931
67010	Saint-Philippe	43 539
71075	Terrasse-Vaudreuil	13 205
59020	Varenes	195 509
71083	Vaudreuil-Dorion	333 327
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	14 757
59025	Verchères	46 288

1

35 233 000

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité		
Code géographique	Municipalité	Montant
	Ensemble des municipalités	
66112	Baie-D'Urfé	151 853
66107	Beaconsfield	372 728
70022	Beauharnois	152 666
57040	Beloeil	360 641
73015	Blainville	953 082
73005	Boisbriand	478 679
73030	Bois-des-Filion	137 769
58033	Boucherville	1 121 924
58007	Brossard	1 606 575
59030	Calixa-Lavallée	10 471
67020	Candiac	431 233
57010	Carignan	167 052
57005	Chambly	418 811
60005	Charlemagne	78 378
67050	Châteauguay	631 931
59035	Contrecoeur	132 845
66058	Côte-Saint-Luc	477 416
67025	Delson	130 770
72010	Deux-Montagnes	208 730
66142	Dollard-Des Ormeaux	666 051
66087	Dorval	725 850
66062	Hampstead	193 360
71100	Hudson	143 132
66102	Kirkland	424 907
60028	L'Assomption	276 019
71095	L'Île-Cadieux	9 435
66092	L'Île-Dorval	1 357
71060	L'Île-Perrot	151 640
67015	La Prairie	403 254
65005	Laval	6 950 427
67055	Léry	45 563
71050	Les Cèdres	100 841
58227	Longueuil	3 481 527
73025	Lorraine	174 913
64015	Mascouche	655 326
57025	McMasterville	80 726
67045	Mercier	167 604
74005	Mirabel	781 194
66023	Montréal	29 469 401
66007	Montréal-Est	157 692
66047	Montréal-Ouest	101 161
66072	Mont-Royal	659 065
57035	Mont-Saint-Hilaire	372 162
71065	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	180 238

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Code géographique	Municipalité	Montant
72032	Oka	84 123
57030	Otterburn Park	121 634
71070	Pincourt	207 221
72020	Pointe-Calumet	68 914
66097	Pointe-Claire	742 627
71055	Pointe-des-Cascades	16 953
60013	Repentigny	1 240 821
55057	Richelieu	82 562
73020	Rosemère	375 916
59015	Saint-Amable	135 898
57020	Saint-Basile-le-Grand	255 214
58037	Saint-Bruno-de-Montarville	653 820
67035	Saint-Constant	356 679
66117	Sainte-Anne-de-Bellevue	123 219
73035	Sainte-Anne-des-Plaines	178 852
67030	Sainte-Catherine	231 906
59010	Sainte-Julie	496 950
72015	Sainte-Marthe-sur-le-Lac	217 353
73010	Sainte-Thérèse	397 843
72005	Saint-Eustache	691 065
67040	Saint-Isidore	42 728
57033	Saint-Jean-Baptiste	51 720
72025	Saint-Joseph-du-Lac	99 062
58012	Saint-Lambert	488 982
71105	Saint-Lazare	344 700
55065	Saint-Mathias-sur-Richelieu	70 166
67005	Saint-Mathieu	29 134
57045	Saint-Mathieu-de-Beloeil	70 849
67010	Saint-Philippe	88 346
60020	Saint-Sulpice	47 126
66127	Senneville	50 323
71075	Terrasse-Vaudreuil	26 799
64008	Terrebonne	1 662 669
59020	Varenes	396 334
71083	Vaudreuil-Dorion	676 327
71090	Vaudreuil-sur-le-Lac	29 899
59025	Verchères	93 932
66032	Westmount	848 285
	1	66 193 350

**SOMMAIRE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS
DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<u>Code géographique</u>	<u>Municipalité</u>	<u>Montant</u>
	Certaines municipalités	
	2	
	3	66 193 350

**ANALYSE DES REVENUS DE QUOTES-PARTS DE FONCTIONNEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalisations	Réalisations
Administration générale			
Application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	2 792 844	2 792 844
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	8		
Enlèvement de la neige	9		
Autres	10	802 604	802 604
Transport collectif	11		
Autres	12		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	13		
Réseau de distribution de l'eau potable	14		
Traitement des eaux usées	15		
Réseaux d'égout	16		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	17		
Matières recyclables	18		
Autres	19		
Cours d'eau	20		
Protection de l'environnement	21		
Autres	22	1 576 112	1 576 112
Santé et bien-être			
Logement social	23	36 495 000	36 495 000
Autres	24	4 478 000	4 478 000
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	25	987 997	987 997
Rénovation urbaine	26		
Promotion et développement économique	27	6 860 793	6 860 793
Autres	28		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	29		
Activités culturelles			
Bibliothèques	30		
Autres	31	12 200 000	12 200 000
	32	66 193 350	66 193 350

**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ PAR ACTIVITÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité
APPLICABLE AUX MRC SEULEMENT

	Activité N°	Total
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés		
Excédent de fonctionnement affecté	2	
Réserves financières	3	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	4	
Fonds régional - Réfection et entretien de certaines voies publiques	5	
Société québécoise d'assainissement des eaux	6	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	7	
Financement des activités de fonctionnement	8	
Autres		
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
	13	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	()	14 ()
Financement des investissements en cours	15	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	16	
	17	

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	7,00	35,00	1 006 952	355 968	1 362 920
Professionnels	2	46,60	35,00	3 375 364	1 141 135	4 516 499
Cols blancs	3					
Cols bleus	4					
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	53,60		4 382 316	1 497 103	5 879 419
Élus	9	47,00		529 345	97 149	626 494
	10	100,60		4 911 661	1 594 252	6 505 913

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13				
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	21 610 002			21 610 002
	17	21 610 002			21 610 002

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement	
Administration générale											
Application de la loi	1	27	53	79	105	131					
Évaluation	2	28	54	80	106	132					
Autres	3	4 208 435	29	35 406	55	4 243 841	81	107	4 243 841	133	9 795
	4	4 208 435	30	35 406	56	4 243 841	82	108	4 243 841	134	9 795
Sécurité publique											
Police	5	31	57	83	109	135					
Sécurité incendie	6	32	58	84	110	136					
Sécurité civile	7	33	59	85	111	137					
Autres	8	34	60	86	112	138					
	9	35	61	87	113	139					
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	36	62	88	114	140					
Enlèvement de la neige	11	37	63	89	115	141					
Autres	12	38	64	90	116	142					
Transport collectif	13	39	65	91	117	143					
Autres	14	928 855	40	1 218	66	930 073	92	118	930 073	144	
	15	928 855	41	1 218	67	930 073	93	119	930 073	145	
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	42	68	94	120	146					
Réseau de distribution de l'eau potable	17	43	69	95	121	147					
Traitement des eaux usées	18	44	70	96	122	148					
Réseaux d'égout	19	45	71	97	123	149					
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	46	72	98	124	150					
Matières recyclables	21	47	73	99	125	151					
Autres	22	48	74	100	126	152					
Cours d'eau	23	49	75	101	127	153					
Protection de l'environnement	24	50	76	102	128	154					
Autres	25	4 199 517	51	6 262	77	4 205 779	103	129	4 205 779	155	
	26	4 199 517	52	6 262	78	4 205 779	104	130	4 205 779	156	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	39 736 883	172	187	39 736 883	202	217	39 736 883	232	1 384 796	
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	39 736 883	175	190	39 736 883	205	220	39 736 883	235	1 384 796	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 756 458	176	191	2 756 458	206	35 896	2 720 562	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163		178	193		208	223		238		
Autres	164	5 464 638	179	194	5 478 679	209	224	5 478 679	239		
	165	8 221 096	180	195	8 235 137	210	35 896	8 199 241	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	25 500 000	181	196	25 500 000	211	226	25 500 000	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182	197		212	227		242		
Autres	168		183	198		213	228		243		
	169	25 500 000	184	199	25 500 000	214	229	25 500 000	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	82 794 786	186	201	82 851 713	216	35 896	82 815 817	246	1 394 591	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3		
Frais de financement	4		
Autres	5	42 081	102 258
	6	42 081	102 258

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 540 793	14 656 569
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	(3 534 554)	(11 650 330)
Solde redressé au début de l'exercice	3	3 006 239	3 006 239
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	8 762 412	12 426 438
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(8 479 750)	(8 891 884)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	282 662	3 534 554
Solde à la fin de l'exercice	12	3 288 901	6 540 793
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	8 891 884	7 900 133
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	8 891 884	7 900 133
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(8 891 884)	(7 900 133)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	8 479 750	8 891 884
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(412 134)	991 751
Solde à la fin de l'exercice	22	8 479 750	8 891 884
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	34 596 663	23 742 863
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	3 534 554	11 650 330
Solde redressé au début de l'exercice	25	38 131 217	35 393 193
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	1 939 850	(796 530)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	1 939 850	(796 530)
Solde à la fin de l'exercice	31	40 071 067	34 596 663

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	()	()
	43	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45		
	46		
Solde à la fin de l'exercice	47	()	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51		
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54		
	55		
Solde à la fin de l'exercice	56		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	(37 716 422)	(40 300 871)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58		
Solde redressé au début de l'exercice	59	(37 716 422)	(40 300 871)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	2 613 154	2 584 449
Solde à la fin de l'exercice	63	(35 103 268)	(37 716 422)

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

- | Non audité | OUI | NON |
|---|---------------------------------------|---------------------------------------|
| 1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. | 1 <input type="checkbox"/> | 2 <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, présentez-vous le budget consolidé? | 3 <input type="checkbox"/> | 4 <input checked="" type="checkbox"/> |
| 2. Est-ce que l'organisme municipal applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public? | 5 <input checked="" type="checkbox"/> | 6 <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 6 s'adressent aux municipalités régionales de comté (MRC) seulement

- | | | |
|--|-----------------------------|-----------------------------|
| 3. La MRC a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une autre MRC, à une municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? | 7 <input type="checkbox"/> | 8 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente. | | |
| 4. La MRC a-t-elle conclu une entente avec une autre MRC pour l'exécution de travaux, l'organisation et l'administration de services ou pour l'exercice en commun de toutes autres fonctions (article 678 CM)? | 9 <input type="checkbox"/> | 10 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer l'objet de l'entente ainsi que le nom de la MRC partie à l'entente. | | |
| 5. La MRC a-t-elle compétence à l'égard de municipalités régies par le CM en matière de gestion des matières résiduelles (articles 678.0.1 ou 678.0.2.1 CM)? | 11 <input type="checkbox"/> | 12 <input type="checkbox"/> |
| 6. La MRC a-t-elle accepté la délégation d'un pouvoir du gouvernement du Québec ou de l'un de ses ministres ou organismes (articles 10 ou 10.5 CM)? | 13 <input type="checkbox"/> | 14 <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer quels pouvoirs ont été acceptés par la MRC et quelles sont les municipalités assujetties à ces compétences. | | |

ADMINISTRATION MUNICIPALE

MEMBRES DU CONSEIL

PRÉFET OU PRÉSIDENT Denis Coderre

CONSEILLERS OU AUTRES MEMBRES

Marie Cinq-Mars
Catherine Clément-Talbot
Alan DeSousa
Gilles Deduire
Pierre Desrochers
Luis Miranda
Chantal Rouleau
Caroline St-Hilaire
Philippe Brunet
Pierre Charron
Chantal Deschamps
Suzanne Dansereau
Alain Dépatie
Susan Clarke
Pascal Forget
Ginette Grise
Andrée Henault
Sylvie Parent
Anne Barabé
Jacque Lambert
Robert Zambito

Basile Angelopoulos
Richard Bélanger
Claude Dauphin
Alavaro Farinacci
Manon Gauthier
Lionel Perez
Philippe Roy
Marc Demers
Stéphane Boyer
David Pollock
Gilbert Dumas
Guy Pilon
Paul Larocque
Jean-Marc Robilaille
Normand Dyotte
Bernard Gagnon
Suzanne Roy
Alain Tasse
Daniel Bélanger
Peter F.Trent
Aref Salem

FONCTIONNAIRES

DIRECTEUR GÉNÉRAL Massimo Iezzi

TRÉSORIER OU
SECRÉTAIRE-TRÉSORIER Carolle Belley

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1002, rue Sherbrooke Ouest
(no) (rue)
Montréal H3A 3L6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 350-2550
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 350-2599
(ind. rég.) (numéro)

Courriel info@cmm.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Mme Carolle Belley, CPA,CA

Téléphone (514) 350-2555
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 350-2599
(ind. rég.) (numéro)

Courriel carolle.belley@cmm.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom PWC s.r.l. / s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables Agréés

Adresse 1250 boul. René-Lévesque Ouest
(no) (rue)
Montréal H3B 2G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 205-5000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 205-5675
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sebastien.bellemare@ca.pwc.com

Responsable du dossier M. Sébastien Bellemare, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Carolle Belley, CPA auditrice,CA , atteste que le rapport financier de Communauté métropolitaine de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2013-04-24 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Communauté métropolitaine de Montréal consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Communauté métropolitaine de Montréal détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de	<u>4 423 532 \$</u>
Le sommaire des revenus de quotes-parts de fonctionnement et d'investissement page S40 ligne 3 est de	<u>66 193 350 \$</u>

Date et heure de la dernière modification : 2014-03-31 12:10:06

Date de transmission au Ministère : 2014/04/24